



INVITÉ Arrivé à 11 h sous haute protection, Julian Assange a donné hier à Genève une conférence d'une heure au Club Suisse de la presse. Le fondateur du site WikiLeaks a évoqué les pressions dont son site est l'objet depuis la diffusion de 400 000 documents confidentiels sur la guerre en Irak.

VISITE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

WIKILEAKS Un imposant dispositif de sécurité a été déployé hier pour la venue à Genève de Julian Assange. Le fondateur du site a dénoncé les pressions visant à le faire taire.

Il arrive dans une berline noire aux vitres teintées et s'en extrait, sous l'œil vigilant de ses gardes du corps. Trois policiers et un Securitas jouent les comités d'accueil. Teint pâle, traits tirés et lunettes aux verres fumés, Julian Assange se fraie un passage jusqu'à la petite salle de conférences du Club de la presse. Une entrée digne d'un chef d'Etat pour le fondateur de WikiLeaks, dont la visite à Genève, hier, s'est déroulée sous haute surveillance.

Depuis la diffusion sur son site de 400 000 documents secrets sur la guerre en Irak, fin octobre, le «James Bond du journalisme» est une bête traquée, qui craint plus que jamais d'être la cible des services secrets occidentaux. «Notre organisation n'a jamais fait face à tant de difficultés que dans les trois derniers mois», observe Julian Assange. Des gens proches de WikiLeaks ont été détenus et ont vu leurs ordinateurs confisqués. Nous avons fait l'objet d'une surveillance constante, le Pentagone a orchestré une guerre médiatique contre nous, et on s'en est pris à notre infrastructure financière. Il ajoute qu'il vient tout juste d'apprendre «l'arrestation par les autorités américaines de personnes impliquées dans les révélations sur le

conflit irakien, il y a quelques jours». Le prix à payer, sans doute, pour avoir orchestré ce qui apparaît comme la plus grande fuite de documents militaires de toute l'histoire.

UN HOMME POURCHASSÉ

Aujourd'hui, explique Julian Assange, ce sont 70% des ressources de WikiLeaks qui servent à assurer la sécurité du site et la protection de ses membres. A commencer par celle du fondateur lui-même, contraint de se teindre régulièrement les cheveux, de séjourner



CHRISTIAN DUCOURT

«LES ÉTATS-UNIS DOIVENT S'OUVRIRE PLUTÔT QUE DE CHERCHER À TOUT DISSIMULER»

Julian Assange, fondateur de WikiLeaks

dans les hôtels sous des faux noms ou d'éviter de régler ses achats avec sa carte de crédit. Comment vit-il cette existence d'homme pourchassé? Il préfère esquiver la question.

Qu'importe, les vraies interrogations sont ailleurs. Elles portent plutôt

sur le mode de fonctionnement de ce site qui, dit-on, a fourni en trois ans plus de scoops que le *Washington Post* en trente ans. Qui le finance, par exemple? «Nous ne recevons aucun financement institutionnel. Les fonds proviennent uniquement de donateurs défenseurs des droits de l'homme», dont les deux tiers paient en ligne par carte de crédit. De toute façon, estime Julian Assange, la question n'est pas de savoir qui supporte WikiLeaks: «Ne jugez pas une organisation par le calibre de ses amis, mais par celui de ses ennemis!»

Là, il faut avouer que l'ennemi n'est pas de petit calibre. En jurant de révéler au monde tout ce que la propagande américaine a voulu cacher lors du conflit afghan, puis pendant la guerre en Irak, Julian Assange est devenu la bête noire de l'Oncle Sam. C'est ce qui lui a valu d'être convié hier à Genève par une ONG, alors que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU se réunit aujourd'hui pour étudier la situation des

droits humains aux Etats-Unis. Invité à «dresser le bilan des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par les USA», Julian Assange a supplié les autorités américaines d'enquêter sur les allégations de torture en Irak et en Afghanistan plutôt que vouloir museler WikiLeaks: «Il est temps pour les Etats-Unis de s'ouvrir au lieu de chercher à tout dissimuler. Il y a des lois qui garantissent la liberté d'expression, mais elles ne valent rien si elles ne sont pas appliquées. Le pays est en danger de faillir à sa tradition.»

Les Etats-Unis doivent d'ailleurs s'attendre à essayer une nouvelle salve de révélations, avertit Julien Assange. «Depuis avril, on a publié 500 000 documents d'une importance historique, sur l'Afghanistan puis sur l'Irak. On va en publier d'autres, qui viseront les Etats-Unis et d'autres Etats, comme la Russie.» Ce n'est pas la matière qui manque, ajoute-t-il: «Nous avons beaucoup trop de documents en notre possession, par rapport à ce que nos ressources nous permettent d'analyser. Nous ne sommes qu'une petite organisation!»

Renaud Malik

Réagissez sur:
www.lematin.ch/wiki